

Notre Dame des Landes : le gouvernement doit revenir à la raison

Pour revenir sur l'agression dont a été victime un vigile de Vinci, il va de soi que personne ne peut la justifier et que personne ne le fait. C'est malheureusement dans la lignée de l'occupation massive dont la ZAD est l'objet depuis plusieurs semaines de la part des gendarmes et CRS, avec une utilisation disproportionnée de méthodes violentes (utilisation massive de grenades assourdissantes et lacrymogènes, blessure d'une femme de 65 ans avec 20 jours d'incapacité, utilisation de méthodes dangereuses pour déloger les militants dans les arbres et sur les toits, ...).

D'autre part, cette agression ne cadre pas du tout avec le style des actions des occupants de la ZAD. Si on a pu penser qu'il y avait, dans le passé, un divorce entre ces « squatters » et la population traditionnelle de ce secteur, c'est aujourd'hui complètement dépassé à cause (ou grâce) à l'intervention policière : tout le monde est maintenant d'accord pour opposer **des actions de résistance** face à cette occupation policière, mais certainement pas des actions de « guérilla urbaine » (comme le prétend le Président de Région de façon un peu ridicule).

A qui profite l'agression ?

Pas aux opposants à l'aéroport, à l'évidence !

Et sans attendre les résultats de l'enquête policière, et sans savoir quels sont les auteurs de l'agression, les promoteurs du projet de nouvel aéroport accusent les opposants et tentent de ranimer une division entre occupants de la ZAD et population locale, et ainsi d'entraver la mobilisation qui est de plus en plus forte et nationale. Et ils sortent la grosse artillerie :

« *professionnels de la guérilla urbaine* », « *dérive criminelle des opposants* », « (...) *violence de la minorité autonome, venue d'ailleurs, qui entretient l'insécurité* » ...

Le gouvernement vient de franchir un nouveau pas dans une logique d'austérité. Elle va nécessairement se traduire par des coupes sombres dans les politiques publiques de l'Etat, mais aussi pour les collectivités territoriales, puisque les dotations de fonctionnement sont à la baisse pour plusieurs années (comme l'illustre la grève de la faim du Maire de Sevrans). Dans cette situation, maintenir le projet de Notre Dame des Landes, dont l'utilité prioritaire est loin d'être démontrée, est tout simplement inexplicable.

Et qu'on ne vienne pas nous dire que les majorités des collectivités locales directement concernées ont été élues sur cet élément de programme, comme le prétendent le nouveau Maire de Nantes et le nouveau Président de Nantes Métropole. Car dans la plupart de ces collectivités, les listes qui ont obtenu la majorité comprenaient des courants politiques clairement hostiles à ce projet.

Jean-Marc Ayrault ferait bien de ne pas céder seulement face au patronat et aux divers pigeons. Il faut qu'il prenne une position raisonnable sur ce projet, afin de rétablir les conditions favorables à l'unité de son camp et de l'union de la gauche et des écologistes dont il aura sans doute bien besoin...

Le 14 novembre 2012

Patrick COTREL, Adjoint au Maire de Sainte-Luce
et Conseiller de Nantes Métropole ;
Ancien Vice-Président du Conseil régional